



CONSEIL D'ÉTAT
section de législation

avis 53.016/4
du 3 avril 2013

sur

un avant-projet de loi 'portant
modification de l'article 30 de
la loi du 13 juin 2005 relative
aux communications
électroniques'

RAAD VAN STATE
afdeling Wetgeving

advies 53.016/4
van 3 april 2013

over

een voorontwerp van wet
'houdende wijziging van
artikel 30 van de wet van
13 juni 2005 betreffende de
elektronische communicatie'

Le 8 mars 2013, le Conseil d'État, section de législation, a été invité par le Vice-Premier Ministre et Ministre de l'Économie à communiquer un avis, dans un délai de trente jours, sur un avant-projet de loi 'portant modification de l'article 30 de la loi du 13 juin 2005 relative aux communications électroniques'.

L'avant-projet a été examiné par la quatrième chambre le 3 avril 2013. La chambre était composée de Pierre LIÉNARDY, président de chambre, Pierre VANDERNOOT et Jacques JAUMOTTE, conseillers d'État, Yves DE CORDT et Christian BEHRENDT, assesseurs, et Colette GIGOT, greffier.

Le rapport a été présenté par Anne VAGMAN, premier auditeur.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de Pierre LIÉNARDY.

L'avis, dont le texte suit, a été donné le 3 avril 2013.

*

Op 8 maart 2013 is de Raad van State, afdeling Wetgeving, door de Vice-Eerste Minister en Minister van Economie verzocht binnen een termijn van dertig dagen een advies te verstrekken over een voorontwerp van wet 'houdende wijziging van artikel 30 van de wet van 13 juni 2005 betreffende de elektronische communicatie'.

Het voorontwerp is door de vierde kamer onderzocht op 3 april 2013. De kamer was samengesteld uit Pierre LIÉNARDY, kamervoorzitter, Pierre VANDERNOOT en Jacques JAUMOTTE, staatsraden, Yves DE CORDT en Christian BEHRENDT, assessoren, en Colette GIGOT, griffier.

Het verslag is uitgebracht door Anne VAGMAN, eerste auditeur.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst van het advies is nagezien onder toezicht van Pierre LIÉNARDY.

Het advies, waarvan de tekst hierna volgt, is gegeven op 3 april 2013.

*

Comme la demande d'avis est introduite sur la base de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 1^o, des lois coordonnées sur le Conseil d'État, tel qu'il est remplacé par la loi du 2 avril 2003, la section de législation limite son examen au fondement juridique de l'avant-projet, à la compétence de l'auteur de l'acte ainsi qu'à l'accomplissement des formalités préalables, conformément à l'article 84, § 3, des lois coordonnées précitées.

Sur ces trois points, l'avant-projet appelle les observations suivantes.

FORMALITÉS PRÉALABLES

Il découle de l'article 19/1, § 1^{er}, de la loi du 5 mai 1997 'relative à la coordination de la politique fédérale de développement durable' que les avant-projets de loi, les projets d'arrêté royal et les propositions de décisions devant être soumises à l'approbation du Conseil des ministres, doivent en principe faire l'objet d'un examen préalable de la nécessité de réaliser une évaluation d'incidence. Les seuls cas dans lesquels un tel examen préalable ne doit pas être effectué sont ceux déterminés par l'article 2 de l'arrêté royal du 20 septembre 2012 ¹.

En l'occurrence, les auteurs de l'avant-projet n'ont pas invoqué un des motifs mentionnés à l'article 2 de l'arrêté royal précité pour ne pas effectuer un examen préalable de la nécessité de réaliser une évaluation d'incidence et il est douteux que l'avant-projet puisse entrer dans les prévisions de l'un des motifs mentionnés à l'article 2.

Il faudra par conséquent veiller à ce que la formalité de l'examen préalable de la nécessité de réaliser une évaluation d'incidence, mentionnée à l'article 19/1 de la loi du 5 mai 1997, soit dûment accomplie. L'article 19/2 impose qu'une évaluation d'incidence soit réalisée si l'examen préalable visé à l'article 19/1 l'exige. Si l'examen préalable révèle la nécessité d'une évaluation d'incidence et si des modifications devaient encore être apportées au texte de l'avant-projet consécutivement à la réalisation de cette étude d'incidence, il y aurait lieu de soumettre également ces modifications à l'avis du Conseil d'État.

Enfin, l'article 19/3, 1^o, de la loi du 5 mai 1997, s'oppose à ce que l'avant-projet soit déposé devant les chambres législatives s'il n'est satisfait à la disposition des articles 19/1 et 19/2.

¹ Arrêté royal du 20 septembre 2012 'portant exécution de l'article 19/1, § 1^{er}, deuxième alinéa, du chapitre V/1 de la loi du 5 mai 1997 relative à la coordination de la politique fédérale de développement durable'.

EXAMEN DE L'AVANT-PROJET

COMPÉTENCE DE L'AUTORITÉ FÉDÉRALE

1. L'avant-projet de loi à l'examen a pour objet d'ajouter un 4^o à l'article 30, § 1^{er}/1, alinéa 3, de la loi du 13 juin 2005 'relative aux communications électroniques'. Cette nouvelle disposition fixera le montant de la redevance unique pour la nouvelle bande de fréquences 790-862 MHz à 25.000 euros par MHz et par mois.

L'exposé des motifs de l'avant-projet s'en explique comme suit :

« La décision 243/2012/UE du Parlement européen et du Conseil du 14 mars 2012 établissant un programme pluriannuel en matière de politique du spectre radioélectrique vise à rendre la bande 800 MHz disponible pour les services de communications électroniques dans l'Union européenne. Cette décision impose aux États membres de mettre en œuvre au plus tard le 1^{er} janvier 2013 le processus d'autorisation afin de permettre l'utilisation de la bande 790-862 MHz (ci-après 'bande de fréquences de 800 MHz') pour les services de communications électroniques.

Cette décision a été prise suite à la décision de la Conférence mondiale des radiocommunications (WRC-07).

La possibilité d'acquérir des droits d'utilisation dans la bande de fréquences de 800 MHz en vue de l'exploitation d'un réseau et de la fourniture de services de communications électroniques mobiles offerts au public doit donc être prévue.

Or, pour obtenir des droits d'utilisation de radiofréquences en vue de l'exploitation d'un réseau et de la fourniture de services de communications électroniques mobiles offerts au public, les opérateurs sont tenus de payer une redevance unique. C'est ce qui est déjà stipulé à l'article 30 de la loi du 13 juin 2005 relative aux communications électroniques (ci-après 'loi du 13 juin 2005'), tel que modifié par la loi du 15 mars 2010, pour les droits d'utilisation de radiofréquences dans les bandes de fréquences suivantes : 880-915 MHz et 925-960 MHz, 1710-1785 MHz et 1805-1880 MHz, 1920-1980 MHz et 2110-2170 MHz, 2500-2690 MHz.

La modification proposée fixe donc un montant minimum pour la redevance unique qui est due pour les droits d'utilisation dans la bande de fréquences de 800 MHz ».

2. L'avant-projet de loi à l'examen fait suite à un processus similaire à celui qui a présidé à l'adoption de la décision 2008/477/CE de la Commission du 13 juin 2008 'sur l'harmonisation de la bande de fréquences 2500-2690 MHz pour les systèmes de Terre permettant de fournir des services de communications électroniques dans la Communauté', de l'adoption de la loi du 15 mars 2010 'portant modification de l'article 30 de la loi du 13 juin 2005 relative aux communications électroniques', et de l'adoption de l'arrêté royal du 22 décembre 2010 'concernant l'accès radioélectrique dans la bande de fréquences 2500-2690 MHz'.

L'avant-projet devenu la loi du 15 mars 2010 n'a pas appelé d'observation quant à la compétence de l'autorité fédérale en la matière ².

Par ailleurs, ni la loi du 15 mars 2010, ni l'arrêté royal du 22 décembre 2010 n'ont fait l'objet de recours de la part des Communautés auprès de la Cour constitutionnelle ou du Conseil d'État.

3. L'avant-projet de loi à l'examen a été soumis à la concertation prévue par l'article 9 de l'accord de coopération du 17 novembre 2006 entre l'État fédéral, la Communauté flamande, la Communauté française et la Communauté germanophone 'relatif à la consultation mutuelle lors de l'élaboration d'une législation en matière de réseaux de communications électroniques, lors de l'échange d'informations et lors de l'exercice des compétences en matière de réseaux de communications électroniques par les autorités de régulation en charge des télécommunications ou de la radiodiffusion et la télévision'. À ce jour, cette concertation n'est pas clôturée.

4. Dans le cadre du présent avis, la section de législation n'aperçoit pas de raison de se départir de l'avis 47.728/4 précité.

Il y a lieu d'avoir aussi égard à la jurisprudence de la Cour constitutionnelle, spécialement dans son arrêt n° 112/2011 du 23 juin 2011, par lequel la Cour a dit pour droit :

« B.3.2. Sous réserve de l'exception qu'il a prévue, le législateur spécial a transféré aux communautés l'ensemble de la matière de la radiodiffusion et de la télévision. Cette compétence permet aux communautés de régler les aspects techniques des émissions de radio et de télévision en tant qu'ils sont un accessoire de la matière de la radiodiffusion et de la télévision. Cette compétence emporte aussi celle d'attribuer les fréquences, dans le respect des normes techniques qui sont du ressort de l'autorité fédérale.

En effet, pour permettre l'intégration de chacune des ondes radioélectriques dans le réseau de toutes celles qui sont émises sur le territoire national et afin d'éviter les perturbations mutuelles, l'autorité fédérale est demeurée compétente pour assurer la police générale des ondes radioélectriques.

Cette mission inclut la compétence d'élaborer les normes techniques relatives, et à l'attribution des fréquences, et à la puissance des émetteurs, qui doivent rester communes pour l'ensemble des radiocommunications, quelle que soit leur destination, ainsi que la compétence d'organiser un contrôle technique et d'assurer par la voie répressive le respect desdites normes. Cette compétence inclut celle de coordonner les radiofréquences destinées à la radiodiffusion dans la mesure où l'utilisation de celles-ci peut entraîner des interférences avec des fréquences utilisées à d'autres fins que la radiodiffusion ou par d'autres émetteurs de radiodiffusion relevant de la compétence d'une autre communauté. Toutefois, l'exercice de cette compétence doit être réglé de façon telle qu'il ne porte pas atteinte à la compétence des communautés auxquelles est en principe confiée la matière de la radiodiffusion.

² Voir l'avis 47.728/4 donné le 25 janvier 2010 sur un avant-projet devenu la loi du 15 mars 2010 'portant modification de l'article 30 de la loi du 13 juin 2005 relative aux communications Électroniques' (*Doc. parl.*, Chambre, 2009-2010, n° 52-2401/1, pp. 23-24).

[...] »³.

5. Il résulte de ce qui précède que l'autorité fédérale est, sauf pour les aspects transférés aux Communautés en matière de radiodiffusion et de télévision, compétente pour les communications électroniques en général, en ce compris la gestion du spectre et la police générale des ondes⁴.

C'est donc à l'autorité fédérale qu'il revient au premier chef de mettre en œuvre les accords internationaux et la réglementation européenne relatifs à l'assignation des fréquences et donc de procéder à l'allocation des fréquences radioélectriques, tant à court terme qu'à long terme.

La compétence des Communautés en matière d'attribution des bandes de fréquences s'inscrira dans l'assignation opérée ainsi par l'autorité fédérale et ce pour les matières de la radiodiffusion et de la télévision visées à l'article 4, 6°, de la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles.

En conclusion, l'avant-projet de loi à l'examen relève donc de la compétence de l'autorité fédérale.

AUTRES OBSERVATIONS

L'article 30 de la loi du 13 juin 2005, que l'avant-projet vise à compléter en imposant une « redevance unique » pour l'octroi de fréquences dans la bande 790-862 MHz et en fixant le montant, met en œuvre la possibilité conférée aux États membres par l'article 13 de la directive 2002/20/CE du Parlement européen et du Conseil du 7 mars 2002 'relative à l'autorisation de réseaux et de services de communications électroniques' (directive « autorisation »).

L'article 13 de la directive « autorisation », intitulé « Redevances pour les droits d'utilisation et les droits de mettre en place des ressources », dispose comme suit :

« Les États membres peuvent permettre à l'autorité compétente de soumettre à une redevance les droits d'utilisation des radiofréquences ou des numéros ou les droits de mettre en place des ressources sur ou sous des biens publics ou privés, afin de tenir compte de la nécessité d'assurer une utilisation optimale de ces ressources. Les États membres font en sorte que ces redevances soient objectivement justifiées, transparentes, non discriminatoires et proportionnées eu égard à l'usage auquel elles sont destinées et

³ Voir également C.C., 7 février 1991, n° 1/91, B.5 ; C.C., 14 juillet 2004, n° 132/2004, B.4.2 ; C.C., 13 juillet 2005, n° 128/2005, B.4.2 ; C.C., 16 juillet 2009, n° 116/2009, B.4.2.

⁴ À ce sujet, dans un arrêt du 28 janvier 2010, la Cour d'appel de Bruxelles a souligné que cette compétence « appartient uniquement au législateur fédéral pour permettre l'intégration de chacune des ondes électriques dans le réseau de toutes celles qui sont émises sur le territoire national et afin d'éviter les perturbations mutuelles. La notion de police générale des ondes trouve sa pleine justification dans la nécessité technique impérieuse de confier à un seul organisme, notamment, la gestion centralisée du spectre des ondes radioélectriques, l'allocation de fréquences en tant que ressource rare, l'évaluation des besoins en la matière par rapport aux utilisations et par rapport aux utilisateurs et la nécessité d'effectuer des contrôles pour éviter des perturbations » (Bruxelles (18^e ch.), 28 janvier 2010, RG n° 2007/AR/3055).

tiennent compte des objectifs fixés à l'article 8 de la directive 2002/21/CE (directive 'cadre') ».

Il résulte de cette disposition de droit européen que si les États membres peuvent prévoir que les droits d'utilisation des radiofréquences sont soumis à une redevance, ce pouvoir est toutefois subordonné à plusieurs conditions.

D'une part, la redevance ne peut être prévue qu'« afin de tenir compte de la nécessité d'assurer une utilisation optimale de ces ressources [en l'espèce, les radiofréquences] ».

D'autre part, les États membres doivent faire en sorte que « ces redevances soient objectivement justifiées, transparentes, non discriminatoires et proportionnées eu égard à l'usage auquel elles sont destinées et tiennent compte des objectifs fixés à l'article 8 de la directive 2002/21/CE (directive 'cadre') »⁵. Par ailleurs des exigences de justification et de proportionnalité similaires sont imposées aux États membres par l'article 14 de la directive « autorisation » lorsqu'il est question de modifier les droits, les conditions et les procédures applicables aux droits d'utilisation.

En l'espèce, la section de législation constate que le commentaire l'article 2 de l'avant-projet entend expliquer de manière détaillée la redevance unique envisagée au regard des exigences d'utilisation optimale des fréquences, de transparence, de caractère non-discriminatoire⁶, objectivement justifié et proportionné, ainsi qu'au regard de la prise en compte des objectifs fixés à l'article 8 de la directive « cadre »⁷.

Dans cette mesure, l'avant-projet à l'examen n'appelle pas d'autre observation.

OBSERVATION FINALE

L'arrêté de présentation sera revu⁸ et la formule de promulgation sera omise.

*

⁵ À savoir, la directive 2002/21/CE du Parlement européen et du Conseil du 7 mars 2002 'relative à un cadre réglementaire commun pour les réseaux et services de communications électroniques'.

⁶ Notamment en comparaison avec les montants des redevances uniques prévues au 1°, 2° et 3°, de l'article 30, § 1^{er}/1, alinéa 3, de la loi du 13 juin 2005.

⁷ Dans un sens similaire, voir l'avis 26.923/4 donné par la section de législation le 19 septembre 1997 sur un projet devenu l'arrêté royal du 24 octobre 1997 'relatif à l'établissement et à l'exploitation de réseaux de mobilophonie DCS-1800' (*Moniteur belge*, 5 décembre 1997, pp. 32501-32502), ainsi que l'avis 47.728/4 précité.

⁸ *Principes de technique législative - Guide de rédaction des textes législatifs et réglementaires*, www.raadvst-consetat.be, onglet « Technique législative », formule F 6.

Aangezien de adviesaanvraag ingediend is op basis van artikel 84, § 1, eerste lid, 1°, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State, zoals het is vervangen bij de wet van 2 april 2003, beperkt de afdeling Wetgeving overeenkomstig artikel 84, § 3, van de voornoemde gecoördineerde wetten haar onderzoek tot de rechtsgrond van het voorontwerp, de bevoegdheid van de steller van de handeling en de te vervullen voorafgaande vormvereisten.

Wat deze drie punten betreft, geeft het voorontwerp aanleiding tot de volgende opmerkingen.

VOORAFGAANDE VORMVEREISTEN

Uit artikel 19/1, § 1, van de wet van 5 mei 1997 ‘betreffende de coördinatie van het federale beleid inzake duurzame ontwikkeling’ volgt dat voorontwerpen van wet, ontwerpen van koninklijk besluit en voorstellen van beslissing die ter goedkeuring aan de Ministerraad moet worden voorgelegd in principe aanleiding moeten geven tot een voorafgaand onderzoek met betrekking tot de noodzaak om een effectbeoordeling uit te voeren. De enige gevallen waarin zo een voorafgaand onderzoek niet hoeft plaats te vinden, zijn die welke bepaald zijn bij artikel 2 van het koninklijk besluit van 20 september 2012.¹

In casu hebben de stellers van het voorontwerp geen van de motieven genoemd in artikel 2 van het voormelde koninklijk besluit aangevoerd om niet vooraf te hoeven onderzoeken of het noodzakelijk was een effectbeoordeling uit te voeren, en het valt te betwijfelen dat het voorontwerp onder één van de motieven genoemd in artikel 2 kan vallen.

Er moet bijgevolg voor gezorgd worden dat het vormvereiste van een voorafgaand onderzoek met betrekking tot de noodzaak om een effectbeoordeling uit te voeren, genoemd in artikel 19/1 van de wet van 5 mei 1997, naar behoren is vervuld. Artikel 19/2 schrijft voor dat een effectbeoordeling wordt uitgevoerd wanneer het voorafgaand onderzoek bedoeld in artikel 19/1 zulks vereist. Indien uit het voorafgaand onderzoek blijkt dat een effectbeoordeling moet worden uitgevoerd en er als gevolg van dat milieu-effectonderzoek nog wijzigingen zouden worden aangebracht in de tekst van het voorontwerp, dan moeten die wijzigingen ook voor advies worden voorgelegd aan de Raad van State.

Artikel 19/3, 1°, van de wet van 5 mei 1997, ten slotte, staat eraan in de weg dat het voorontwerp wordt ingediend bij de wetgevende kamers indien het niet voldoet aan de artikelen 19/1 en 19/2.

¹ Koninklijk besluit van 20 september 2012 ‘houdende uitvoering van artikel 19/1, § 1, tweede lid van hoofdstuk V/1 van de wet van 5 mei 1997 betreffende de coördinatie van het federale beleid inzake duurzame ontwikkeling’.

ONDERZOEK VAN HET VOORONTWERP

BEVOEGDHEID VAN DE FEDERALE OVERHEID

1. Het voorliggende voorontwerp van wet strekt ertoe een onderdeel 4° toe te voegen aan artikel 30, § 1/1, derde lid, van de wet van 13 juni 2005 ‘betreffende de elektronische communicatie’. Die nieuwe bepaling stelt het bedrag van de enige heffing vast voor de nieuwe frequentieband 790-862 MHz, namelijk 25.000 euro per MHz per maand.

In de memorie van toelichting bij het voorontwerp wordt daarvoor de volgende uitleg gegeven:

“Besluit 243/2012/EU van het Europees Parlement en de Raad van 14 maart 2012 tot vaststelling van een meerjarenprogramma voor het radiospectrumbeleid heeft tot doel de 800 MHz-band beschikbaar te maken voor elektronische-communicatiediensten in de Europese Unie. Dit besluit verplicht de lidstaten om uiterlijk 1 januari 2013 het vergunningsproces in te stellen opdat de 790-862 MHz-band (hierna de ‘800 MHz-frequentieband’) kan worden gebruikt voor elektronische-communicatiediensten.

Dat besluit is genomen na de beslissing van de Wereldradioconferentie (WRC-07) om de 800 MHz-frequentieband toe te wijzen aan de mobiele dienst.

Er moet dus worden voorzien in de mogelijkheid om in de 800 MHz-frequentieband gebruiksrechten te verwerven met het oog op de exploitatie van een netwerk en de verstrekking van openbare, mobiele elektronische-communicatiediensten.

Om gebruiksrechten voor radiofrequenties met het oog op de exploitatie van een netwerk en het aanbieden van mobiele elektronische-communicatiediensten aan het publiek te verkrijgen, dienen de operatoren nu echter een enige heffing te betalen. Dit is in artikel 30 van de wet van 13 juni 2005 betreffende de elektronische communicatie (hierna ‘wet van 13 juni 2005’) zoals gewijzigd door de wet van 15 maart 2010 reeds bepaald voor de gebruiksrechten voor radiofrequenties in de volgende frequentiebanden: 880-915 MHz en 925-960 MHz, 1710-1785 MHz en 1805-1880 MHz, 1920-1980 MHz en 2110-2170 MHz, 2500-2690 MHz.

De voorgestelde wijziging bepaalt dus een ondergrens voor de enige heffing die verschuldigd is voor gebruiksrechten in de 800 MHz-band.”

2. Het voorliggende voorontwerp van wet is op ongeveer dezelfde wijze totstandgekomen als beschikking 2008/477/EG van de Commissie van 13 juni 2008 ‘betreffende de harmonisering van de 2500-2690 MHz-frequentieband voor terrestrische systemen die elektronischecomunicatiediensten kunnen verschaffen in de Gemeenschap’, de wet van 15 maart 2010 ‘houdende wijziging van artikel 30 van de wet van 13 juni 2005 betreffende de elektronische communicatie’, en het koninklijk besluit van 22 december 2010 ‘betreffende radiotoegang in de frequentieband 2500-2690 MHz’.

Het voorontwerp dat de wet van 15 maart 2010 is geworden, heeft geen aanleiding gegeven tot enige opmerking betreffende de bevoegdheid van de federale overheid terzake.²

Noch de wet van 15 maart 2010, noch het koninklijk besluit van 22 december 2010 is door de gemeenschappen aangevochten bij het Grondwettelijk Hof of de Raad van State.

3. Het voorliggende voorontwerp van wet is voor overleg voorgelegd zoals voorgeschreven in artikel 9 van het samenwerkingsakkoord van 17 november 2006 tussen de Federale Staat, de Vlaamse Gemeenschap, de Franstalige Gemeenschap en de Duitstalige Gemeenschap 'betreffende het wederzijds consulteren bij het opstellen van regelgeving inzake elektronische communicatienetwerken, het uitwisselen van informatie en de uitoefening van de bevoegdheden met betrekking tot elektronische communicatienetwerken door de regulerende instanties bevoegd voor telecommunicatie of radio-omroep en televisie'. Dat overleg is thans nog aan de gang.

4. Wat dit advies betreft, ziet de afdeling Wetgeving geen reden om af te wijken van het voornoemde advies 47.728/4.

Ook behoort rekening te worden gehouden met de rechtspraak van het Grondwettelijk Hof, inzonderheid met zijn arrest nr. 112/2011 van 23 juni 2011, waarbij het Hof het volgende heeft beschikt:

"B.3.2. Behoudens de uitzondering waarin hij heeft voorzien, heeft de bijzondere wetgever de aangelegenheid van de radio-omroep en de televisie in haar geheel naar de gemeenschappen overgeheveld. Die bevoegdheid staat de gemeenschappen toe de technische aspecten van radio- en televisie-uitzendingen te regelen als accessorium van de aangelegenheid van de radio-omroep en de televisie. Die bevoegdheid omvat tevens de bevoegdheid om de frequenties toe te wijzen, mits de technische normen die tot de federale bevoegdheid behoren in acht worden genomen.

Immers, om de integratie van elk van de radio-elektrische golven in het geheel van die welke over het nationale grondgebied worden uitgezonden, mogelijk te maken en om wederzijdse storingen te vermijden, is de federale overheid bevoegd gebleven voor de algemene politie van de radio-elektrische golven.

Die opdracht omvat de bevoegdheid om de technische normen betreffende het toekennen van de frequenties en betreffende het vermogen van de zendtoestellen aan te nemen, die gemeenschappelijk moeten blijven voor het geheel van de radioberichtgeving, ongeacht de bestemming ervan, en de bevoegdheid een technische controle te organiseren en de overtreding van bedoelde normen strafbaar te stellen. Die bevoegdheid omvat die om de radiofrequenties te coördineren die bestemd zijn voor de radio-omroep in zoverre het gebruik ervan kan leiden tot interferenties met frequenties die worden gebruikt voor andere doeleinden dan radio-omroep of door andere zendtoestellen voor radio-omroep die onder de bevoegdheid van een andere gemeenschap vallen. De uitoefening van die bevoegdheid dient evenwel zo geregeld te worden dat zij geen afbreuk doet aan de bevoegdheid van de gemeenschappen aan wie de aangelegenheid van de radio-omroep in principe is toevertrouwd.

² Zie advies 47.728/4, op 25 januari 2010 verstrekt over een voorontwerp dat geleid heeft tot de wet van 15 maart 2010 'houdende wijziging van artikel 30 van de wet van 13 juni 2005 betreffende de elektronische communicatie' (*Parl.St.* Kamer 2009-10, nr. 52-2401/1, 23-24).

[...]”.³

5. Uit het bovenstaande volgt dat de federale overheid, behalve voor de aspecten van radio-omroep en televisie die overgeheveld zijn naar de gemeenschappen, bevoegd is voor de elektronische communicatie in het algemeen, met inbegrip van het beheer van het spectrum en de algemene politie over de golven.⁴

Het staat dus in de eerste plaats aan de federale overheid de internationale overeenkomsten en de Europese regelgeving betreffende de toewijzing van frequenties uit te voeren, en dus radiofrequenties toe te kennen, zowel op korte als op lange termijn.

De gemeenschappen zullen hun bevoegdheid inzake het toewijzen van frequentiebanden voor wat betreft de materies radio-omroep en televisie genoemd in artikel 4, 6°, van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen uitoefenen binnen de grenzen van de toewijzing die aldus door de federale overheid wordt geregeld.

Het besluit is dan ook dat het voorliggende voorontwerp onder de bevoegdheid van de federale overheid valt.

ANDERE OPMERKINGEN

Artikel 30 van de wet van 13 juni 2005, dat bij het voorontwerp aangevuld wordt door een “enige heffing” op te leggen voor het toekennen van frequenties in de band 790-862 MHz en door daarvan het bedrag vast te stellen, legt de mogelijkheid ten uitvoer die de lidstaten wordt geboden bij artikel 13 van richtlijn 2002/20/EG van het Europees Parlement en de Raad van 7 maart 2002 ‘betreffende de machtiging voor elektronische-communicatienetwerken en –diensten’ (Machtigingsrichtlijn).

Artikel 13 van de Machtigingsrichtlijn, met als opschrift “Vergoedingen voor gebruiksrechten en rechten om faciliteiten te installeren” bepaalt het volgende:

“De lidstaten kunnen de betrokken instantie toestaan de gebruiksrechten voor radiofrequenties of nummers of rechten om faciliteiten te installeren op, boven of onder openbare of particuliere eigendom, te onderwerpen aan vergoedingen die ten doel hebben een optimaal gebruik van deze middelen te waarborgen. De lidstaten zorgen ervoor dat deze vergoedingen objectief gerechtvaardigd, transparant en niet-discriminerend zijn en in verhouding staan tot het beoogde doel en zij houden rekening met de doelstellingen van artikel 8 van Richtlijn 2002/21/EG (Kaderrichtlijn).”

³ Zie ook GwH, 7 februari 1991, nr. 1/91, B.5; GwH, 14 juli 2004, nr. 132/2004, B.4.2; GwH, 13 juli 2005, nr. 128/2005, B.4.2; GwH, 16 juli 2009, nr. 116/2009, B.4.2.

⁴ Wat dat betreft heeft het hof van beroep van Brussel onderstreept dat die bevoegdheid “appartient uniquement au législateur fédéral pour permettre l’intégration de chacune des ondes électriques dans le réseau de toutes celles qui sont émises sur le territoire national et afin d’éviter les perturbations mutuelles. La notion de police générale des ondes trouve sa pleine justification dans la nécessité technique impérieuse de confier à un seul organisme, notamment, la gestion centralisée du spectre des ondes radioélectriques, l’allocation de fréquences en tant que ressource rare, l’évaluation des besoins en la matière par rapport aux utilisations et par rapport aux utilisateurs et la nécessité d’effectuer des contrôles pour éviter des perturbations” (Brussel (18^e kamer), 28 januari 2010, RG nr. 2007/AR/3055).

Uit deze Europeesrechtelijke bepaling blijkt dat de lidstaten weliswaar vergoedingen kunnen aanrekenen voor de gebruiksrechten voor radiofrequenties, maar daaraan verscheidene voorwaarden zijn verbonden.

Enerzijds mag slechts een vergoeding worden opgelegd met het doel “een optimaal gebruik van deze middelen [*in casu* radiofrequenties] te waarborgen”.

Anderzijds moeten de lidstaten ervoor zorgen dat “deze vergoedingen objectief gerechtvaardigd, transparant en niet-discriminerend zijn en in verhouding staan tot het beoogde doel en zij (...) rekening [houden] met de doelstellingen van artikel 8 van Richtlijn 2002/21/EG (Kaderrichtlijn).”⁵ Voorts worden bij artikel 14 van de Machtigingsrichtlijn soortgelijke eisen inzake rechtvaardiging en proportionaliteit opgelegd aan de lidstaten wanneer er sprake is van het wijzigen van rechten, voorwaarden en procedures die van toepassing zijn op de gebruiksrechten.

De afdeling Wetgeving stelt vast dat *in casu* in de toelichting bij het artikel 2 van het voorontwerp ernaar gestreefd wordt de voorgenomen enige heffing omstandig uiteen te zetten in het licht van de vereisten inzake een optimaal gebruik van de frequenties, doorzichtigheid, non-discriminatie⁶, objectieve rechtvaardiging en evenredigheid, en op het stuk van het in aanmerking nemen van de doelstellingen vastgesteld in artikel 8 van de Kaderrichtlijn⁷.

In dat opzicht geeft het voorliggende voorontwerp geen aanleiding tot enige andere opmerking.

⁵ Namelijk richtlijn 2002/21/EG van het Europees Parlement en de Raad van 7 maart 2002 ‘inzake een gemeenschappelijk regelgevingskader voor elektronische-communicatienetwerken en -diensten’.

⁶ Inzonderheid in vergelijking met de bedragen van de enige heffingen voorgeschreven in 1°, 2° en 3°, van artikel 30, § 1/1, derde lid, van de wet van 13 juni 2005.

⁷ Zie in dezelfde zin advies 26.923/4, dat de afdeling Wetgeving op 19 september 1997 heeft verstrekt over een ontwerp dat geleid heeft tot het koninklijk besluit 24 oktober 1997 ‘betreffende het opzetten en de exploitatie van DCS-1800-mobilofonienetten’ (*Belgisch Staatsblad*, 5 december 1997, 32501-32502), en het voornoemde advies 47.728/4.

SLOTOPMERKING

Het indieningsbesluit moet worden herzien⁸ en het formulier van wetsafkondiging moet vervallen.

LE GREFFIER – DE GRIFFIER

LE PRÉSIDENT – DE VOORZITTER

Colette GIGOT

Pierre LIÉNARDY

⁸ *Beginnelsen van de wetgevingstechniek - Handleiding voor het opstellen van wetgevende en reglementaire teksten*, www.raadvst-consetat.be, tab “Wetgevingstechniek”, formule F 6.